

Viêt Nam

La crise, quelle crise ?

Christophe Gironde & Benoît de Tréglodé

Après l'euphorie et les spéculations suscitées par l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (début 2007) puis l'obtention d'un siège de membre non permanent au conseil de sécurité des Nations unies (en 2008), le Viêt Nam découvre les revers de l'intégration à une économie mondiale en crise, tandis que les tensions s'exacerbent avec la Chine. Deux mil neuf – année de crise ? – débute mal. Puis, l'économie redémarre dès le deuxième trimestre, les conflits avec la Chine, et les critiques à son encontre, sont contenus. Le Viêt Nam semble ainsi échapper à la crise. L'optimisme ambiant de cette fin d'année doit toutefois être tempéré : les autorités ont su soutenir l'économie, mais il s'agit de la rendre compétitive. Comment les dirigeants de la RDVN réagissent-ils à ses défis structurels ? L'élite politique fait-elle bloc ? Montre-t-elle des signes de renouvellement et de rénovation ? Telles sont les principales questions auxquelles cet article apporte des éléments de réponse au vu des principaux événements de l'année 2009.

1 - Conjoncture économique : ralentissement, reprise et déficits

Avec une croissance déjà sensiblement ralentie depuis le second semestre 2008, l'année 2009 débute comme « *l'année de tous les dangers*¹ » : les prévisions sont mauvaises, le Têt est morose. Le taux de croissance au

¹ Françoise Nicolas, « Vietnam : le difficile apprentissage de la mondialisation », in S. Boisseau du Rocher (dir.), *Asie. Crise économique, incertitudes politiques*, La documentation française, 2009, p. 123-140.

1^{er} trimestre est de 3,1 % en rythme annuel, soit moins de la moitié du taux un an auparavant. Le ralentissement se traduit par des réductions de salaires, de temps de travail, et des licenciements, en particulier dans le secteur manufacturier d'exportation². De grands travaux d'infrastructures sont retardés ou suspendus : l'autoroute Hanoi - HCM-ville, le dédoublement de l'axe routier Hanoi - Haiphong, le métro de Hanoi. L'indice de la bourse de Saigon, le VN Index, continue la baisse (des deux tiers) enregistrée en 2008 : 313 points au début janvier, 235 points le 24 février. Et un an après le pic des prix de l'immobilier (janvier 2008), les transactions sont très faibles. Dans cette conjoncture marquée par l'éclatement des « bulles », seul le secteur agricole se porte relativement bien au cours du premier semestre.

Le Viêt Nam est touché par la crise économique mondiale. Le commerce extérieur diminue en volume, du fait de la baisse de la demande mondiale, et en valeur en raison de la baisse des cours des matières premières exportées (pétrole, café, caoutchouc, riz). L'Office général des statistiques (OGS) annonce une baisse des exportations de 15 % en valeur sur les neuf premiers mois de l'année (par rapport à la même période l'année précédente). Ce recul doit toutefois être relativisé : le Viêt Nam affiche les meilleurs gains de parts de marché et fait mieux que la Chine en la matière. Les investissements directs étrangers diminuent. Le fait marquant du premier semestre est le blocage de nombreux projets d'investissements qui avaient obtenu leur licence, le plus important étant le complexe métallurgique de Ca Na dans la province de Ninh Thuận. Ce projet, toujours bloqué, d'un montant de 9,8 milliards de dollars US, équivaut à l'ensemble de l'investissement étranger escompté pour 2009. Une vingtaine de provinces n'enregistrent aucun nouveau projet dans leurs zones industrielles au cours des sept premiers mois de l'année. Les investisseurs étrangers se montrent attentistes (face à la conjoncture) ou/et manquent de capital (avec la crise financière). Selon le ministère du Plan et de l'Industrie (MPI), les investissements étrangers enregistrés entre janvier et août cette année

² International Labor Organization, *Impact of the Global Financial and Economic Crisis on Viêt Nam – A Rapid Assessment*, ILO Regional Office, Bangkok, February 2009.

Le Viêt Nam



Les provinces suivantes sont des municipalités élevées au statut de province :

- Ha Noi (Thu Do Ha Noi)
- Hai Phong (Thanh Pho Hai Phong)
- Da Nang (Thanh Pho Da Nang)
- Ho Chi Minh (Thanh Pho Ho Chi Minh)
- Can Tho (Thanh Pho Can Tho)

étaient en diminution de 82 % par rapport à l'année précédente. Si l'on retire des montants engagés (*commitments*), ceux correspondant aux projets suspendus, l'investissement direct étranger est négatif au cours du premier semestre note le Pnud³. Au cours du premier semestre 2009, le nombre de touristes étrangers a diminué de 20 % environ par rapport à la même période un an auparavant. Les transferts des travailleurs émigrés sont annoncés en baisse, une baisse qui pourrait cependant être moindre qu'annoncée en raison des transferts des Vietnamiens établis dans les pays de l'ex-bloc de l'Est (Russie et Tchéquie notamment).

Dans la continuité des mesures adoptées au second semestre 2008 (cinq réductions successives du taux d'intérêt de base), le gouvernement continue de soutenir la croissance. Un plan de soutien de 6 milliards de dollars US est annoncé en début d'année, dont 1 milliard de crédit à taux subventionné pour les petites et moyennes entreprises et des reports et réductions d'impôts. Autre mesure phare, un projet de développement des infrastructures est lancé, d'un montant de 1 milliard de dollars US, avec le concours financier de la Banque mondiale. Ces mesures contribuent à une reprise de l'activité, sensible dès le mois d'avril à l'aune des ventes d'acier et de ciment pour le secteur de la construction. Les indicateurs du commerce de détail attestent également d'une reprise de la consommation. Les prévisions de croissance sont revues à la hausse durant l'été, autour de 5 % pour l'année. Le crédit subventionné aurait généré, dès la fin juin, environ 20 milliards de dollars US de prêts aux entreprises. Avec 4,6 % de croissance du PIB pour les neuf premiers mois de l'année, le Viêt Nam affichera donc certainement un taux de croissance annuel compris entre 5 % et 6 %, une performance bien meilleure que bon nombre de ses voisins : Thaïlande (-2 %), Malaisie (-0,2 %), Philippines (+2,5 %), Indonésie (+3,6 %)⁴.

Cependant, avec la croissance, c'est aussi l'inflation qui a « repris », et les déficits, budgétaires et des paiements courants, se sont accrus (tableau suivant). L'inflation devrait atteindre 9 % à la fin de l'année

³ Le Dang Doanh, *Analysis of the Impacts of the Global Financial Crisis on Social and Economic Indicators in Vietnam*, prepared for the UNDP, Hanoi, 2009.

⁴ À l'exception de la Chine (7,2 %) et du Laos (5,5 %), selon les estimations de la BAD, *Outlook 2009*, p. 296.

2009, le déficit budgétaire et la dette publique, estimés respectivement à 9 % et 45 % du PIB, sont en nette augmentation par rapport à 2008.

Principaux indicateurs macroéconomiques 2008-2010 (en % ou milliards de dollars)

	2008	2009 (9 mois)	2009 (estimations)	2010 (prévisions)
Croissance PIB	6,2 %	4,6 %*	6 à 9 %	6 à 7 %
Inflation	23 %	7,6 %*	8 à 9 %	8,5 %
Déficit budgétaire (% PIB)	4,9 %	n.d.	8,3 à 9,4 %	8,3 %
Dette publique (% PIB)	47,5 %	n.d.	46 à 52 %	45 à 56 %
Exportations	62,6	41,7 (-15 %)*	-32 %	+8 %
Importations	80,7	48,3 (-25 %)*	71 (-27 %)	-5 %
Balance commerciale	-17,5	-6,6	-8,7 à 9,5	-11,8
Balance des comptes courants	milliards \$US	-8,4	n.d.	-8,2 à 11,5
	% PIB	-9,3 %	n.d.	-11,5 %
Investissements Directs Etrangers	Enregistrés	64	n.d.	20
	Réalisés	11,7	n.d.	10

Sources : Central Institute for Economic Management, Asian Development Bank, World Bank

* Il s'agit des évolutions par rapport à la même période (9 mois) en 2008

Malgré la contraction du commerce extérieur, la balance commerciale demeurera déficitaire en 2009, un déficit structurel. La reprise de l'activité économique s'est ainsi immédiatement traduite par une hausse des importations, notamment d'acier en provenance des pays de la région (Chine, Thaïlande, Malaisie, Indonésie) : tandis que les cours mondiaux ont diminué à 490 US\$ la tonne, les entreprises vietnamiennes le vendent à 630-640 US\$ la tonne⁵. La fête de la mi-automne a vu cette année encore les ventes de jouets « traditionnels » vietnamiens reculer au profit des jouets chinois plus attrayants (plastiques de couleur) et moins

⁵ <http://english.vietnamnet.vn/biz/2009/09/871121/>

chers. Face à cela, les appels des autorités à « Acheter vietnamien » semblent bien dérisoires. Enfin, les projets d'investissements directs étrangers réalisés devraient se situer autour de 10 milliards de dollars US, en recul de 10 % environ par rapport à 2008.

Le tableau de bord de l'économie vietnamienne indique ainsi une croissance moins saine que le « modèle » de la période 2000-2006. Face à la résurgence de l'inflation et des importations, qui mettent le dong vietnamien sous pression, la Banque centrale a annoncé le 26 novembre une hausse de son taux de référence d'un point de pourcentage, à 8 %, une dévaluation de 5,44 % du dong et le resserrement de sa marge de fluctuation par rapport au dollar. Le gouvernement espère également que ces mesures dynamiseront les exportations et sauront rassurer les Vietnamiens qui, ces derniers mois, s'étaient mis à thésauriser en dollar et à acheter de l'or.

La contraction de l'activité économique affecte évidemment le rythme des progrès enregistrés en matière de développement humain. L'incidence de la pauvreté devrait stagner cette année, autour de 15 %. L'année sociale aura été marquée par les réductions de temps de travail, de salaires, et des licenciements dans l'industrie, sans toutefois qu'on dispose d'étude systématique pour quantifier ces évolutions. Les travailleurs occasionnels, saisonniers, et du secteur informel, sont considérés comme étant parmi les plus affectés par le ralentissement économique. Deux enquêtes récentes conduites auprès des travailleurs du secteur informel à Hanoi et Ho Chi Minh-ville montrent que ceux-ci se caractérisaient déjà par des conditions de travail parmi les plus difficiles et de faibles revenus⁶, lesquels ont encore dû se dégrader avec la crise. Plusieurs études commandées par les institutions gouvernementales et la communauté des bailleurs indiquent une détérioration des conditions de vie en milieu rural, notamment pour les familles dont une partie des revenus est réalisée par un membre travaillant en ville, dans les zones industrielles au Viêt Nam ou à l'étranger.

⁶ General Statistical Office-ISS/IRD-DIAL project, *Main findings of the Informal Sector Survey 2007*, April 2009.

2 - Les problèmes structurels

L'action du gouvernement pour soutenir l'activité économique a été appréciée plutôt favorablement dans un premier temps⁷. Il n'en va pas de même quant à la poursuite de cette action : on en connaît désormais le coût et le risque inflationniste⁸, et ses effets en retour en termes de croissance et d'emploi sont sujets à caution. Ainsi, l'annonce par le gouvernement d'un possible nouveau plan de crédit subventionné ne fait pas l'unanimité⁹. C'est d'abord l'utilisation des prêts qui est en cause : une partie des crédits subventionnés aurait servi à restructurer les dettes d'entreprises d'État qui s'étaient aventurées dans des opérations spéculatives (immobilières notamment), ainsi que les dettes de banques commerciales qui avaient augmenté leur portefeuille de « mauvais prêts » en finançant les premières¹⁰. En outre, une fraction estimée conséquente des prêts des banques commerciales a servi des opérations de spéculation immobilières¹¹. L'augmentation de la part des « prêts non performants » des banques est mentionnée dans tous les diagnostics comme l'une des hypothèques majeures à la durabilité de la croissance. La politique de crédit subventionné aurait ainsi des effets limités en raison de l'insuffisance d'emprunteurs viables selon Jonathan Pincus¹². Le programme d'infrastructures est également l'objet de vives critiques. Nul doute que la congestion des infrastructures portuaires et les coûts de logistiques pénalisent l'activité du port de Ho Chi Minh-ville par exemple¹³, mais le programme des vingt ports en eau profonde est considéré comme surdimensionné par rapport au niveau d'activité économique. La même critique a été adressée à propos des deux

⁷ Avec notamment le soutien de la Banque mondiale. World Bank, *Taking Stock - An Update on Vietnam's Recent Economic Developments*, Hanoi, June 2009.

⁸ Vietnam Program, *Structural Change: the Only Effective Stimulus*, 2009, Policy Discussion Paper 4, Harvard Kennedy School, Asia programs, 21 p.

⁹ Voir l'article « Cup half full or empty », *Vietnam Investment Review*, September 8, 2009.

¹⁰ Voir Le Dang Doanh, 2009.

¹¹ Vietnam Program, *The Structural Roots of Macroeconomic Instability*, 2008, Policy Discussion Paper No. 3, Harvard Kennedy School and Fulbright School, September. Il n'existe certes pas de données fiables sur l'allocation des montants engagés.

¹² « The Impact of Global Recession on Vietnam », *ASEAN Economic Bulletin*, vol. 26, N° 1, 2009.

¹³ <http://english.vietnamnet.vn/biz/2008/09/804950/>

raffineries pétrolières supplémentaires envisagées par le gouvernement. Les ressources pourraient être utilisées autrement. L'augmentation de la production d'électricité pour le Nord, dont la nécessité ne fait aucun doute, a pris du retard : certaines usines ont dû repousser leur mise en route, d'autres n'en sont qu'à la phase d'essai. La compagnie étatique Electricity of Vietnam (EVN) indique que les travaux de construction des lignes électriques sont en retard de deux à trois années. Le Nord manquera certainement encore d'électricité lors de la prochaine saison sèche.

Le gouvernement a fixé comme objectif un taux annuel de croissance 7 à 8 % pour la période 2011-2015. Or, il en « coûte » proportionnellement davantage aujourd'hui qu'il y a cinq ans pour assurer cette croissance, comme en atteste l'augmentation du ratio capital investi- production (Tableau 2)¹⁴.

Ratio Capital-Production (ICOR)

2005	2006	2007	2008	2009-2010
4,85	5,04	5,38	6,66	7,70

Sources : FMI

Plusieurs évènements en 2009 ont rappelé que les moyens de financement de cette croissance ne sont évidemment pas garantis¹⁵. L'émission d'obligations d'État, dont le gouvernement espérait qu'elles combleraient une partie du déficit budgétaire, n'ont pas été un succès puisque sur les 3 milliards de dollars US escomptés, seuls 129 millions de dollars US de titres avaient été vendus à la fin du mois de septembre¹⁶. En septembre, Indochina Capital Vietnam Holdings, l'un des plus importants fonds de placement au Viêt Nam, a été liquidé.

¹⁴ Même si ce ratio doit être considéré avec prudence dans la mesure où les infrastructures constituent une part importante de l'investissement (cf. François-Xavier Belloq et Jean-Raphaël Chaponnière, *Vietnam : les vulnérabilités macro-financières associées au processus d'émergence*, Document de travail, 11, Paris, Agence Française de Développement 2006).

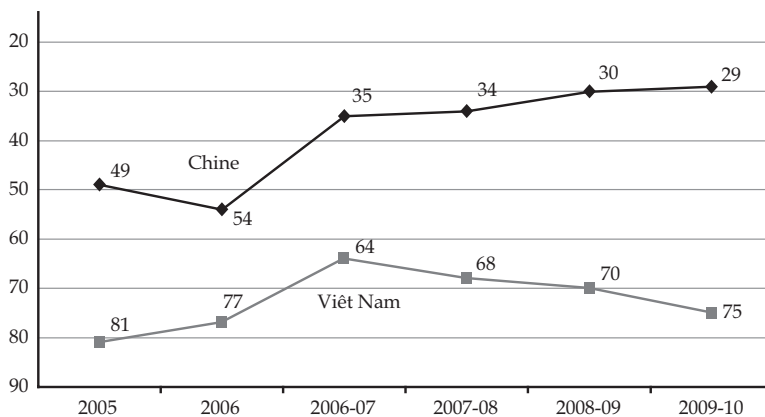
¹⁵ François-Xavier Belloq et Jean-Raphaël Chaponnière, 2006.

¹⁶ <http://www.thanhniennews.com/business>, 21 septembre 2009.

Alors qu'en 2007 les fonds de placement avaient levé 1,7 milliard de dollars US, aucun fonds n'a été levé cette année¹⁷. Enfin, pour atteindre ses objectifs de croissance et de modernisation, le Viêt Nam compte sur les investissements étrangers qui représentent environ un tiers de l'investissement productif, des investissements étrangers effectués pour l'essentiel dans des entreprises dont la production est exportée. Or, le pays semble perdre du terrain par rapport à ses concurrents en matière de compétitivité et d'attractivité.

La compétitivité et l'attractivité du Viêt Nam sont-elles menacées ? Le Viêt Nam est cette année à la 75^{ème} place du classement mondial de la compétitivité des pays établi par le World Economic Forum, en recul de cinq places par rapport à l'année passée, de neuf places par rapport à 2006. Surtout, l'écart de compétitivité se creuse avec la Chine depuis le milieu de la décennie : vingt-trois rangs séparaient les deux pays en 2006, quarante-six aujourd'hui.

Compétitivités comparées Viêt Nam / Chine (rang mondial)



Source : World Economic Forum, Global Competitiveness Report (2006 to 2009-2010 issues)

¹⁷ <http://www.vnstocknews.com/2009/10/investors-lose-interest-in-vietnam.html>

Tandis que l'indice de compétitivité de la Chine est passé de 4,2 en 2006 à 4,7 (+11,8 %) pour 2009, le progrès est bien moindre pour le Viêt Nam : le même indice est passé de 3,9 à 4 sur la même période (+3,6 %). Par ailleurs, si le Viêt Nam demeure attractif pour les investisseurs étrangers, essentiellement en raison de la taille et de la croissance de son marché intérieur, et pour le bas coût de la main-d'œuvre, il recule dans la plupart des classements internationaux, passant par exemple du sixième au onzième rang des pays « favorables » pour l'investissement direct étranger¹⁸.

Ce serait donc certainement une erreur d'attribuer le recul des investissements directs étrangers en 2009 à la seule crise mondiale (et la contraction des exportations escomptée par les entreprises étrangères). La qualité des infrastructures et le manque de main-d'œuvre qualifiée pèsent sur la compétitivité du Viêt Nam. Les investisseurs étrangers expliquent ne pas trouver (assez) de fournisseurs locaux ; les entreprises d'assemblage pour l'exportation doivent par conséquent importer les composantes des produits assemblés. Sony a ainsi fermé son usine d'assemblage d'ordinateurs en raison, principalement, de l'absence de fournisseurs locaux, ce qui lui impose de devoir tout importer. La compagnie, établie depuis quinze ans au Viêt Nam, y vendra désormais des ordinateurs portables... fabriqués au Japon et en Chine. Les investissements directs étrangers ne déclenchent donc pas, ou peu, de création d'entreprises vietnamiennes en amont et en aval. Par ailleurs, au-delà des montants d'investissements se pose la question de la nature et de l'impact des investissements étrangers. Les terrains de golf et autres infrastructures de loisirs et pour le tourisme sont les premiers visés : ils représenteraient une part croissante des nouveaux investissements, sont établis sur des terres agricoles et impliquent l'expropriation des paysans qui les cultivent. Ces investissements n'ont évidemment pas bonne presse. En août, le Premier ministre Nguyễn Tấn Dũng a dû intervenir et annoncer la réduction du nombre de projets de terrains de golf pour la région du Grand Hanoi. Avec la décentralisation, les provinces se sont lancées dans une course à l'investissement étranger, qui se traduit par une pléthore de projets identiques, dont les aciéries

¹⁸ UNCTAD, *World Investment Prospects Survey 2008-2010 and 2009-2011*.

fournissent la meilleure illustration. Le miracle vietnamien a longtemps été apprécié à l'aune des seuls chiffres de croissance (du PIB, des exportations, des investissements directs étrangers). Si la crise n'a pas remis en cause la croissance soutenue de ces quinze dernières années, le Viêt Nam est confronté aujourd'hui à un problème de blocage structurel, qui réside tout autant dans la composition et la « qualité » de la croissance que dans ses taux.

3 - Regain de tensions avec Pékin

L'année 2008 s'était achevée le 30 décembre par la signature de l'accord terrestre bilatéral jugé globalement équitable. Sur les 1 350 km de frontière, les 227 km² disputés ont été divisés en deux parties plus ou moins égales (113 km² pour le Viêt Nam et 114 km² pour la Chine). Le début de l'année est plus belliqueux. En janvier, la presse chinoise révèle un plan d'attaque du ministère de la Défense chinoise contre le Viêt Nam. Une rumeur fait état de nombreux Vietnamiens tués dans les îles Paracels (Quần đảo Hoàng Sa). Devant la gravité des allégations, Hanoi demanda à ses médias de se taire. Début février, le Viêt Nam choisissait de commémorer dans la discrétion le 30^e anniversaire de la guerre de 1979, un conflit soldé par la mort de 26 000 Chinois et de 37 000 Vietnamiens (selon les chiffres officiels). La proximité entre les deux régimes et les liens culturels forts entre les deux peuples ont toujours été accompagnés, côté vietnamien, d'un sentiment de peur inspiré par la montée en puissance de l'immense voisin. Il y a une tradition politique au Viêt Nam qui équivaut à tout faire contre la Chine sans jamais le montrer.

En avril, le journal *Tuổi Trẻ* décide de publier un long reportage choc sur les ouvriers chinois qui s'installent dans la province de Quảng Ninh dans le sillage de leurs employeurs. Afin de marquer les esprits de ses lecteurs, nombreux, le journal évoque ces « *foules denses d'ouvriers chinois qui se pressent dans la province* », « *portent des vêtements qui ressemblent à ceux des militaires* » et « *parsèment le territoire vietnamien* »

d'inscriptions en langue chinoise »¹⁹. L'aspect du projet qui préoccupe le plus les Vietnamiens, le peuple et ses élites, est l'afflux croissant d'ouvriers étrangers, Chinois et illégaux pour la plupart (les chiffres officiels font état de 38 % de travailleurs étrangers en règle). Un demi-millier de Chinois se trouvent sur le site de Tân Rai, a déclaré, fin mai, un vice-président du comité populaire de la province de Lâm Đồng. Certains sont de simples ouvriers dotés seulement de visas de tourisme. L'embauche d'ouvriers étrangers non qualifiés est en principe interdite au Viêt Nam. Quand on sait qu'en 2009, les travailleurs étrangers ne seraient guère plus de 100 000 (très majoritairement des Chinois) pour une population totale de 86 millions d'habitants, le débat au Viêt Nam prend une signification particulière.

La dégradation de la relation avec la Chine remet en avant la carte des enjeux maritimes. La question des îlots des Spratleys (Quần đảo Trường Sa) et des Paracels est loin d'être réglée pour Hanoi. En 2009, les Paracels, proches de Hainan, annexées par la Chine depuis 1974, ont pesé dans la relation bilatérale. La façade maritime du Viêt Nam est redevenue stratégique, et pas seulement parce les quatre cinquièmes de son commerce extérieur empruntent la voie maritime. Le Viêt Nam a toujours du mal à accepter l'annonce en 2008 de la construction d'une base de sous-marins nucléaires chinois sur l'île d'Hainan. L'année a été marquée par une multiplication d'arraisonnements de navires de pêche vietnamiens par la police chinoise aux abords des Paracels. En mars, Hanoi proteste contre la Chine qui a autorisé une agence de voyage chinoise à organiser des tours dans les Paracels. Un téléphone rouge d'urgence est mis en place entre les deux pays. En avril, l'interdiction de pêche décrétée unilatéralement par la marine chinoise dans une zone proche des Paracels a déchaîné les critiques des Vietnamiens. Le pouvoir laisse s'exprimer cette rancœur dans les médias. Mais la presse ou les intellectuels ne peuvent toutefois pas aller trop loin. La réaction de Pékin est immédiate et exige que le PCVN « *limite les prises de parole excessives des journalistes vietnamiens sur des sujets relatifs à la Chine* ». Le 16 avril, le journal *Du Lịch* est suspendu pour trois mois pour avoir publié des articles sur les disputes territoriales avec la Chine. Et les arrestations se

¹⁹ *Tuổi Trẻ*, 16.4.09.

poursuivent dans les eaux territoriales disputées. L'histoire et la géographie des Paracels rappela Huỳnh Văn Hoa, directeur de l'éducation et de la formation de Danang²⁰, seront introduites dans l'enseignement au collège à la prochaine rentrée, et l'éditorialiste du journal *Lao Động* de s'interroger sur la raison pour laquelle cet enseignement n'est pas déjà généralisé dans le pays²¹. En août, évoquant le cas des Paracels, Nguyễn Tấn Dũng annonce que « *le Viêt Nam est parvenu à une couverture radiophonique de l'ensemble de ses eaux territoriales ce qui constitue une des plus importantes tâches du pays* » avant d'ajouter que la radio *La Voix du Viêt nam* (Đài Tiếng nói Việt Nam) a achevé la première phase du projet dit Couverture en mer orientale, à hauteur de 3 500 km ; en septembre, l'administration lui délivre le prestigieux titre de « héros des forces armées populaires »²². Sans doute faut-il voir à nouveau dans cet unanimité la volonté de la RSVN de s'affirmer auprès de son peuple comme la seule et unique autorité capable de défendre l'intégrité territoriale du pays.

4 - Une élite politique divisée ?

Politiquement, l'année 2009 a vu débiter la lutte pour la succession au sommet de l'État (renouvellement des postes de secrétaire général du parti, Premier ministre et président de la RSVN) à l'approche du XI^e congrès du PCVN qui s'ouvrira début 2011. La lutte est d'abord une lutte de pouvoir, non une lutte politique. Quelles factions, quels corps, quels sont les hommes à vouloir fragiliser le Premier ministre Nguyễn Tấn Dũng ? Ce dernier est-il réellement candidat à sa propre succession ? Au pays du parti unique, la vie politique s'organise à l'intérieur du PCVN, et en toute discrétion, entre factions, groupes d'intérêts et rivalités personnelles. Candidat malheureux au poste de chef du gouvernement en 2006, Trương Tấn Sang (n°10 du BP, membre

²⁰ Les Paracels relèvent de la circonscription de Danang.

²¹ *Tiền Phong*, p. 2, *Lao động*, p. 1 & 2, 28.04.2009.

²² En août, le vice-ministre des Affaires étrangères, Nguyễn Thanh Sơn a suggéré aux autorités de Danang d'établir une ligne de téléphone rouge avec le ministère des Affaires étrangères, pour les interventions d'urgence. Son a rappelé la « *nécessité absolue de coopérer étroitement avec les garde-côtes afin de contrôler le trafic maritime* ».

permanent du Secrétariat du CC du PCV) ne dissimule guère son animosité à l'égard de Dũng. D'un côté, les tenants de davantage de souplesse avec Pékin : Tô Huy Rứa – entré n°15 dans le BP en janvier 2009, secrétaire du CC du PCV et chef de la commission de propagande et d'éducation du CC du PCV, et Phạm Quang Nghị (n°14 au BP) ministre de la Culture et Lê Hồng Anh (n°8 au BP) ministre de la Sécurité publique, de l'autre, ceux favorables à la recherche d'un équilibre entre les grands partenaires du Viêt Nam (Asie du Nord-Est, États-Unis, Chine, Russie et Europe) réunis autour de Nguyễn Tấn Dũng et de Phùng Quang Thanh (n°9 au BP), l'actuel ministre de la Défense.

L'instrumentalisation de ce que l'on nomme désormais « la crise de la bauxite » en 2009 doit se comprendre à la lecture de ces dissensions. En 2007, une concession avait été accordée à l'entreprise chinoise Chinalco et à Vinacomin pour l'exploitation de deux sites sur les hauts plateaux (Nhân Cơ et Tân Rai). Sont en cause aujourd'hui la rationalité économique du projet (elle ne créerait pas tant d'emplois puisque Chinalco ferait venir des travailleurs chinois) et son impact social (déplacement de populations) et environnemental (pollution des eaux du sous-sol). En coulisse, certains accusent déjà Nguyễn Tấn Dũng et Nông Đức Mạnh d'avoir cédé aux pressions du parti communiste chinois. Les quinze membres du bureau politique cachent mal leurs divisions. En mai, l'Assemblée nationale a sommé le gouvernement de s'expliquer. Au printemps, une étonnante vague de protestations a vu le jour dans un laisser-faire savamment dosé : pétition d'intellectuels, implication des centres de recherche. En juin, le débat est monté d'un cran, le Premier ministre, qui présentait jusqu'alors le projet comme « *une politique majeure du parti et de l'État* », a lâché du lest en commanditant finalement une étude de faisabilité environnementale. Ce recul est-il la preuve que des contre-pouvoirs peuvent désormais exister et influencer sur les décisions du pouvoir central ? S'agit-il plus simplement de l'une des conséquences de ces rivalités politiques ?

Dans la classe politique, certains dirigeants ont intérêt à mettre en scène la traditionnelle méfiance du peuple à l'égard de la Chine, d'autant qu'elle met en faiblesse Nguyễn Tấn Dũng et Nông Đức Mạnh. Deux éléments d'importance permettent de mieux comprendre la position du

Premier ministre : le poids politique de la région centre, terrain d'action de l'affaire de la bauxite, et le rôle politique et économique de l'APVN (l'armée du peuple). En 2006, le Xe congrès du PCV en choisissant Nguyễn Tấn Dũng comme Premier ministre et Nguyễn Minh Triết comme président, deux sudistes, privait la région centre d'une représentativité selon l'ancien principe de la « trinité géographique Nord / Centre / Sud ». Le Centre (la région des hauts-plateaux) bataille depuis lors pour retrouver sa position. Ses dirigeants se sont trouvé un allié de poids en la personne du Premier ministre. Nguyễn Tấn Dũng y voit l'enjeu de sa réélection. Soutenir un centriste au poste de président, ou de secrétaire général du PCVN (ce qui est moins sûr), permettrait à coup sûr de barrer la route à ses plus farouches opposants conduits par le Sudiste Trương Tấn Sang. L'argent de la bauxite a pu participer à cette stratégie. Les hauts-plateaux sont en outre sous la gestion directe du ministère de la Défense en charge dans le pays du développement économique et de la sécurité des zones de frontières et régions instables (khu kinh tế - quốc phòng)²³. Au Viêt Nam, les questions sécuritaires se partagent entre le ministère de la Défense et celui la Sécurité publique. Véritable bras armé de ce jeu de marionnettes, leurs puissants services de renseignement s'en disputent les enjeux économique et politique²⁴. Deux mil neuf a été une année faste pour l'APVN. Depuis la crise asiatique de 1997, et pour mieux préparer l'entrée du pays dans l'OMC²⁵, les Vietnamiens ont tout fait pour limiter la visibilité de sa hiérarchie militaire vis-à-vis d'une communauté internationale peu friande de vert-kaki. L'un des effets de la crise de la bauxite a pourtant été de montrer que l'armée continue aujourd'hui de peser sur les affaires publiques au Viêt Nam. En 2009, l'APVN, premier propriétaire terrien du pays, a continué de valoriser son capital foncier. À Hanoi, l'immense espace occupé par le ministère en plein cœur de la ville accueille de nouveaux espaces. À Saigon, le ministère a mis en construction plusieurs immeubles de rapport sur ses terrains. Depuis quatre ans, le budget de la Défense connaît une

²³ Tai Odaka, *L'armée populaire vietnamienne. Visage inconnu et parcours*, Akatsukiin, 2006 (en japonais).

²⁴ Shawn W. Crispin, « Chinese shadow over Vietnamese repression », www.atimes.com (12 sept. 2009).

²⁵ Jean-Pierre Cling et al., *Le Viêt Nam dans l'Organisation mondiale du commerce. Impact sur la croissance et l'emploi*, Carnet de l'Irased n°8, janvier 2009, 134 p.

augmentation constante. Les équipements vieillissants sont modernisés, priorité est accordée à la marine et à l'armée de l'air. En 2009, Hanoi a montré sa volonté de nouer de nouveaux partenariats stratégiques. Symboliquement, un accord a été signé avec les États-Unis qui assurent une modeste formation pour ses officiers de l'armée de l'air. Plus significativement, le Premier ministre a déclaré souhaiter des rapprochements technologiques avec les Européens, son objectif : accélérer les transferts de technologie sans passer par la Chine. En avril, le pays se dote de six nouveaux sous-marins kilos achetés à la Russie ainsi que douze avions de combat Su-30 Mk2. À l'approche du XI^e congrès du PCVN, Nguyễn Tấn Dũng s'assure politiquement du soutien de l'APVN. Le calcul est bon, l'institution est populaire dans le pays, sa présence sur le territoire est visible, elle rassure et participe au développement.

5 - Vers un État sans idéologie ?

Au Viêt Nam, la répression des opposants (avocats, bloggers, militants des droits de l'homme) ou des forces de contestation (ce que Carlyle Thayer appelle « la société civile politique » : syndicats, partis politiques, associations²⁶) ne représente toujours pas un risque politique pour le parti unique. En 2009, les arrestations de dissidents se sont succédées : en juin, le célèbre avocat Lê Công Định est appréhendé à son domicile à Hô Chi Minh-Ville, en juillet, c'est au tour de six militants des droits de l'homme d'être arrêtés à Hanoi. La promulgation du décret 97 resserrait parallèlement l'emprise de l'État sur ses centres de recherche et ses think-tanks ; en octobre, c'est au tour de trois nouveaux militants d'être condamnés par le tribunal populaire de Hanoi pour « propagande contre l'État vietnamien » etc. Et pendant ce temps là, les ambitieux continuent d'adhérer au parti. Lorsque l'on est proposé au PCVN, cela ne se fait guère de refuser. En 2008, 9 500 Hanoïens ont rejoint ses rangs, l'objectif pour 2009 est de 11 000 personnes. Si la direction du parti ne connaît pas de renouveau, le profil de ses membres évolue. On observe l'entrée de membres d'une autre culture et qui sont inévitablement

²⁶ C. A. Thayer, « Vietnam and the Challenge of Political Civil Society », *Contemporary Southeast Asian*, vol. 31, n°1 (2009), p. 1-27.

amenés à devenir des cadres, et un jour des dirigeants. Il est certain que le régime repense (en interne) son système politique, tout comme il a su repenser son système économique quelques années à peine après la réunification du pays. L'objectif est d'abord d'améliorer le système de l'intérieur, il ne s'agit pas de faire la révolution ou de détruire le système actuel. Cette nouvelle génération apporte doucement des idées nouvelles. Aujourd'hui, ce n'est plus tellement un problème d'afficher sa richesse. Les hommes d'affaires à succès des années 1990 se sont construit un réseau au sein de l'armée et du parti, là où l'on décide. Habitude de l'élite, ils vivent entre eux. Le mariage de Phuong, directrice d'un fonds d'investissement et fille du Premier ministre Nguyễn Tấn Dũng, avec un Việt Kiều américain, avait été l'événement de l'année 2008. Le gotha du pays s'était battu pour être sur la liste des invités. Au Việt Nam, on parle d'un maximum de 150 grandes familles (au sens économique du terme). Nombre d'entre elles commencent à se tourner aujourd'hui vers la politique, mais il ne faut pas attendre de leur part la volonté de la changer, elles ont profité du système, elles veulent désormais le protéger.

L'histoire est le moteur du maintien au pouvoir du PCVN. Il est difficile de réécrire le passé sans risquer de minimiser son rôle²⁷. En 2008, la revue d'histoire *Xua và Nay* a consacré plusieurs articles aux excès de la réforme agraire, critique indirecte et à demi-mot des excès du présent. Le parti a toléré. En 2009, c'est au tour du quotidien *Tuổi Trẻ* de comparer la misère de la période des restrictions (1975-1986) à la période contemporaine. Le parti tolère une nouvelle fois. La formidable plasticité du PCVN lui a toujours permis de s'adapter aux attentes de son époque ; un seul objectif, conserver un lien avec le peuple. Aujourd'hui, le ton est à la *bonne gouvernance* et à la *société civile*²⁸. Qu'à cela ne tienne. En avril, un projet expérimental est approuvé autorisant l'élection démocratique, et non plus la nomination, à la base des secrétaires et des secrétaires

²⁷ F. Guillemot, « Au Cœur de la fracture vietnamienne. L'élimination de l'opposition nationaliste et anticolonialiste dans le nord Việt Nam (1945-46) », in B. de Tréglodé, C. E. Goscha (dir.), *Naissance d'un État-Parti. Le Việt Nam depuis 1945*, Les Indes savantes, 2004, p. 175-216.

²⁸ B. J. Tria Kerkvliet, « Governance, Development, and the Responsive-Repressive State in Vietnam », Communication à la conférence FAU 2009, Copenhague, 12-13 mai 2009, 23 p.

adjoints de l'organisation du Parti. La prudence est toutefois de mise. L'expérience devra être menée dans environ seulement 5 % des communes, quartiers et chefs-lieux d'ici le congrès de 2011. Le PCVN se transforme en champion de la cause nationale, c'est lui qui protège le patrimoine national, assiste les plus démunis et préserve les coutumes et les cultes ancestraux. Ses responsables répètent consciencieusement combien, contre vents et marées, le parti demeure le dernier rempart garant de la morale et de la tradition vietnamienne. Au gouvernement d'appliquer les mesures moins populaires, au PCVN d'offrir à la population une garantie morale pour accompagner la modernisation du pays.

Le Parti communiste au Viêt Nam, c'est enfin une affaire de visuel. On observe aujourd'hui une quasi-disparition sur le territoire de l'ancienne iconographie internationaliste qui caractérisait le régime depuis plus d'un demi-siècle. La seule référence visuelle qui reste est celle d'un homme dont le régime a fêté avec faste le 40^e anniversaire de la mort cette année : Hồ Chí Minh (2 septembre 1969). Morale d'un homme, morale d'un lettré patriote dont les liens avec l'ancien monde communiste sont aujourd'hui minorés. Dans les bourgs et villages du pays, les autorités locales, avec des subventions de l'État, construisent ou modernisent des monuments en l'honneur de ses héros. L'objectif est à la territorialisation de l'histoire du PCVN, à la volonté pour le parti de trouver refuge, ou de s'enraciner au sens physique du terme, dans sa terre pour l'éternité.

On retiendra évidemment de l'année économique 2009 que le Viêt Nam aura « sauvé » sa croissance et on peut de même raisonnablement escompter que le pays bénéficiera de la reprise de l'économie mondiale, si celle-ci se confirme. Deux mil neuf aura surtout mis en exergue les problèmes structurels de l'appareil productif vietnamien et de sa nécessaire modernisation. Sur le plan des relations extérieures : le regain de tensions avec la Chine est venu rappeler au Viêt Nam que la diplomatie multilatérale et le renforcement de ses relations avec les partenaires contrepoids (États-Unis, Japon, Europe) ne sauraient résoudre la question de la menace économique que représente le puissant voisin. Fort de sa reconnaissance internationale, le Viêt Nam peut changer de ton et se démarquer des positions chinoises sur les questions diploma-

tiques régionales, mais cela ne change pas la donne, à savoir, des relations économiques déséquilibrées et une présence croissante des intérêts chinois sur le territoire vietnamien. Face à ces défis de l'ère de la globalisation dans laquelle est entrée la RSVN, l'élite politique, qui est certainement plus expérimentée aujourd'hui, apparaît également plus divisée, et notamment dans les relations avec la Chine. Ces divisions ne favorisent pas pour autant l'émergence d'idées et de pratiques nouvelles au sein d'un système politique que les élites entendent améliorer de l'intérieur tout en (se) préservant un monopole du pouvoir.

Fiche Viêt Nam

Capitale : Hanoi
Superficie : 331 210 km²
Population (2009) : 86 967 524
Langue officielle : Vietnamien

Données politiques

Nature de l'Etat : république socialiste
Nature du régime : communiste, parti unique
Suffrage : à partir de 18 ans, universel
Secrétaire général PCV : Nông Duc Manh
Chef de l'Etat : Président Nguyen Minh Triet (depuis 2006)
Premier ministre : Nguyen Tan Dung (depuis 2006)
Ministre des Affaires étrangères : Pham Gia Khiem
Ministre de la sécurité publique: Le Hong Anh
Echéances : XI^e congrès du Parti communiste vietnamien en janvier 2011

Indicateurs démographiques et sociologiques

Principaux groupes ethniques : Vietnamiens (86,2 %), Tai (1,9 %), Thaï (1,7%), Muong (1,5%), Khmers (1,4%), Chinois (1,1%), Nung (1,1%), Hmong (1%)
Religions : Bouddhistes (50%), Catholiques (8 à 10%), Hoa Hao (1.5 à 4 %), Caođaistes (1.5 à 3%)

Taux de croissance démographique (2008) : 1,2
Espérance de vie (2008) : 71,58 ans
Taux de fertilité (2008) : 1,83
Taux de natalité (2008) : 16,31 ‰
Taux de mortalité (2008) : 6,17 ‰
Taux de mortalité infantile (2008) : 22,8 ‰

Taux d'alphabétisation (> 15 ans) (2002): 90,3%
Taux d'urbanisation (2008) : 28%
Indice de développement humain : 0,725 (116^e rang, 2007) ; 0,688 (109^e rang, 2000)

Indicateurs économiques

Monnaie : dong (1 euro = 26,58 dongs le 16.12.09)

Balance des paiements courants (2008) : -11,71 milliards \$ US

Pourcentage de la dette extérieure dans le PIB (2007) : 36,3 % (24,2 milliards \$ US)

PIB par habitant ou per capita (2008) : 2.800 \$ US

Taux de croissance du PIB (2008) : 6,2%

Répartition du PIB par secteur d'activité (2005) : agriculture (22%) ; industrie (39,9 %) ; services (38,1%)

Taux d'inflation (2008) : 23%

Taux de chômage (2008) : 4,7%

Taux de population vivant sous le seuil du niveau de pauvreté (2007) : 14,7%

IDE entrant (flux) (2008) : 8,050 milliards \$ US

IDE entrant (cumulés ou stocks) (2008) : 48,325 milliards \$ US

IDE sortant (flux) (2008) : 100 millions \$ US

IDE sortant (cumulés ou stocks) (2008) : N.C

Principaux partenaires commerciaux (2008) : Chine, Etats-Unis, Singapour, Japon, Australie, Corée du Sud, U.E

Importations (2008) : \$80,7 milliards

Principaux produits importés (2008) : machinerie et équipements ; produits pétroliers ; engrais ; produits en acier ; coton brut ; blé ; ciment ; motos

Exportations (2008) : \$ 62,6 milliards

Principaux produits exportés (2008) : pétrole brut ; produits de la mer ; caoutchouc ; riz ; café, thé ; vêtements ; chaussures

